

POUR SAUVER LE CLIMAT, IL FAUT PRENDRE LE TAUREAU PAR LES CORNES

Réduisons la consommation de
viande et de produits laitiers industriels



Parc d'engraissement en Arizona. Une réduction de la consommation de viande et de produits laitiers, en particulier en Amérique du Nord et en Europe, aurait un impact notable. (Photo : Wongaboo)

Quand on parle des grands responsables du changement climatique, on a tendance à penser aux voitures et aux avions. Mais les transformations qui, au siècle dernier, ont bouleversé nos modes de production et de consommation alimentaires ont provoqué plus d'émissions de gaz à effet de serre que les transports. Et qui sont les principaux coupables ? Les industries de la viande et du lait.

L'estimation officielle la plus souvent citée indique que le système alimentaire cause jusqu'à 30 pour cent du total des émissions de gaz à effet de serre (GES).¹ Une partie de ces émissions provient de la progression des aliments pré-empaquetés et congelés, l'augmentation des distances parcourues par la nourriture et la montée du gaspillage alimentaire. Mais la source la plus importante des émissions de GES liées au système alimentaire est l'intensification de la consommation de viande et de produits laitiers, qui est rendue possible par l'expansion de l'élevage industriel et des cultures fourragères gourmandes en produits chimiques. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), la production de viande à elle seule génère aujourd'hui plus d'émissions de GES que l'ensemble du secteur des transports dans le monde entier.²

Il est tout bonnement impensable que le monde puisse continuer dans cette voie si l'on ne veut pas passer largement à côté de la cible fixée par les gouvernements à la fin de 2015 à Paris, à savoir ne pas dépasser deux degrés Celsius d'ici 2050.³ Il est impératif de réduire la consommation de viande et de produits laitiers, tout particulièrement en Europe et dans les autres pays riches qui subventionnent la production de viande

et de lait depuis des dizaines d'années. La politique adoptée en la matière par ces pays a permis aux grandes entreprises d'enregistrer des bénéfices astronomiques et érodé la santé des citoyens tout en aggravant les problèmes climatiques.

Pour réduire la consommation, il faut d'abord comprendre quels systèmes de production de viande et de lait sont le plus à blâmer, et quels mécanismes, quelles politiques leur servent de support. Les éleveurs des pays pauvres et les petits agriculteurs qui pratiquent une agriculture et un élevage diversifiés ne sont pas en cause. C'est bien l'élevage industriel, soutenu par le lobby de la viande industrielle, les subventions aux grandes entreprises et les accords de libre-échange, qui est le grand coupable en matière de climat.

Une réduction de la consommation de viande aurait-elle vraiment un impact sur le changement climatique ?

Très simplement, oui. Une diminution de la consommation de viande et de produits laitiers, particulièrement en Amérique du Nord et en Europe, aurait un effet substantiel.

Tout comme la consommation de combustibles fossiles, la consommation non soutenable de viande est principalement le fait des pays riches. Les pays comme les États-Unis et l'Australie sont les plus gros consommateurs de viande du monde, avec une moyenne de 90 kg par personne par an. Ils sont suivis de près par certains pays d'Amérique latine et par l'UE, le Canada et la Russie. Un Indien ne consomme que 3 kg (voir illustration 1).⁴ La disparité est d'autant plus forte que les

1. Sonja Vermeulen et al, « Climate change and food systems », *Annual Review of Environment and Resources*, 2012, <http://www.annualreviews.org/eprint/EBIXxM7sNxrBJyuRYgki/full/10.1146/annurev-environ-020411-130608>

2. 14,5 pour cent pour être précis. Voir: Gerber et al. *Lutter contre le changement climatique grâce à l'élevage – Une évaluation des émissions et des opportunités d'atténuation au niveau mondial*, Rome : FAO, 2013, <http://www.fao.org/3/a178d78a-c599-4518-b6f5-778051e422e1/i3437f.pdf>

3. La FAO estime qu'un tiers des émissions liées à l'élevage pourraient être atténuées au niveau de la production. Voir : Gerber et al, *Lutter contre le changement climatique grâce à l'élevage*, op.cit.

4. OECD 2015, <https://data.oecd.org/agroutput/meat-consumption.htm>, Cité dans : *Business Insider*, « These are the countries where people eat the most meat », 29 septembre 2016, <http://www.businessinsider.com/where-do-people-eat-the-most-meat-2016-10>

Encadré 1. Avantages supplémentaires d'une réduction de la consommation de viande et de produits laitiers

Outre qu'elle peut réduire les émissions de gaz à effet de serre de la planète, une baisse de la consommation dans les pays qui aujourd'hui mangent trop de viande et de produits laitiers pourrait avoir d'importants bénéfices tant sur le plan de la santé que sur la protection sociale. Une étude montre que la réduction de la consommation de viande comme moyen de lutter contre le changement climatique permettrait aussi de diminuer les cancers du côlon, les maladies cardiaques et pulmonaires dans le monde de 34 pour cent.⁵ Selon une autre étude, une réduction de la consommation entraînerait une diminution de la mortalité de 6 à 10 pour cent au niveau mondial, soit une économie de soins médicaux de 735 milliards de dollars par an.⁶

D'autres chercheurs soulignent que la réduction de la consommation de viande et de produits laitiers ferait baisser le taux de maladies infectieuses, ralentirait l'émergence de la résistance aux antibiotiques et aurait également des retombées intéressantes.⁷ L'un des modèles montre par exemple que l'adoption à l'échelle mondiale d'un régime alimentaire sain pourrait réduire les coûts d'atténuation pour le secteur énergétique de plus de 50 pour cent d'ici 2050.⁸ Cela libérerait en outre des terres actuellement utilisées pour la production d'alimentation animale ; accompagné d'autres mesures, cela pourrait aussi aider les petits paysans à accéder à la terre dont ils ont désespérément besoin.

États-Unis et l'Europe consomment beaucoup de bœuf, dont la production provoque bien plus de GES que le porc ou le poulet. L'Amérique du Nord, l'UE et le Brésil représentent de plus de la moitié de la consommation mondiale totale de bœuf.⁹

Les émissions liées à la viande sont en augmentation en Chine également (où la consommation atteint déjà 58,2 kg par personne par an), au Vietnam et dans les autres pays où les fast-foods, les importations de viande et l'élevage industriel se multiplient rapidement. Si ces tendances continuent, la consommation mondiale de viande connaîtra un invraisemblable 76 pour cent de croissance d'ici 2050, tandis que les émissions dues à

la production laitière, une autre source majeure d'émissions dans le secteur alimentaire, augmenteront de 65 pour cent.¹⁰

Selon une étude récente, si les gens se contentaient de respecter les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé en termes de consommation de viande, le monde pourrait réduire de quelque 40 pour cent toutes les émissions de gaz à effet de serre !¹¹

Les bénéfices d'un tel changement de cap se feraient sentir assez rapidement. Le méthane, principal gaz à effet de serre produit par l'élevage, reste dans l'atmosphère pendant dix ans seulement, contrairement au dioxyde de carbone qui peut y rester jusqu'à 200 ans. Le méthane capture aussi 28 fois plus de chaleur que le CO₂. Par conséquent, une réduction de la production de méthane peut être intéressante assez rapidement. En outre, réduire le gaspillage alimentaire, surtout de viande, peut avoir un impact important. Un tiers de la nourriture que nous produisons est perdue, ce qui génère environ 4,4 gigatonnes d'émissions de GES chaque année. Quoique la viande constitue moins de 4 pour cent du gaspillage alimentaire en poids, elle

5. Kris Murray, « How eating less meat could help prevent extinction, climate change, cancer and the next pandemic », Grantham Institute, Imperial College London, 20 septembre 2016, <https://granthaminstitute.wordpress.com/2016/09/20/how-eating-less-meat-could-help-prevent-extinction-climate-change-cancer-and-the-next-pandemic/>

6. Marco Springman et al, « Analysis and valuation of the health and climate change co-benefits of dietary change », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 12 avril 2016.

7. Kris Murray, « How eating less meat could help prevent extinction, climate change, cancer and the next pandemic », *op.cit.*

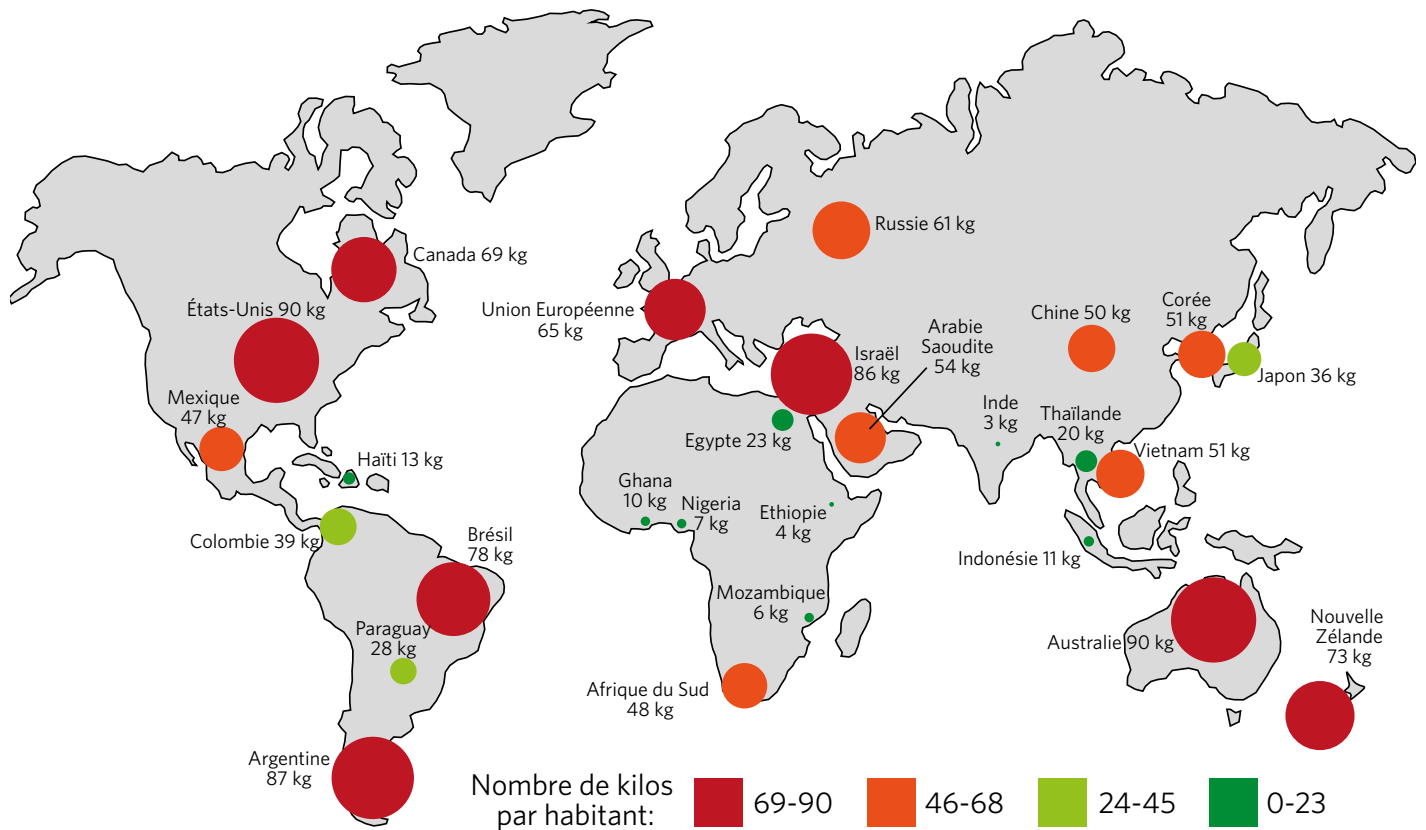
8. Eaternity and Chatham House, « The state of affairs on food & climate », novembre 2015, <http://www.eaternity.org/assets/2015-11-30-state-of-affairs-english.pdf>

9. Rob Cook, « World Beef & Cattle Statistics », Beef2Live, se référant à 2014, consulté le 15 octobre 2016, <http://beef2live.com/story-world-beef-cattle-statistics-0-108033>

10. Nikos Alexandratos and Jelle Bruinsma, « World Agriculture Towards 2030/2050: the 2012 Revision », ESA Working Paper No. 12-03, Rome : FAO, 2012, <http://www.fao.org/docrep/016/ap106e/ap106e.pdf>

11. Paolo Vineis and Pauline Scheelbeek, « Co-benefits of food policies: climate and health », *Environmental Health Perspectives*, 2016, <http://ehp.niehs.nih.gov/isee/2016-o-035-3305/>

Illustration 1. Carte : Combien les gens mangent-ils de viande dans le monde ?



Adaptation de : Skye Gould/Business Insider, « How much meat people eat around the world » (infographique), 29 septembre 2016, <http://www.businessinsider.com/where-do-people-eat-the-most-meat-2016-10>

représente un cinquième de l’empreinte carbone globale du gaspillage alimentaire.¹²

C’est l’élevage industriel qui pose problème, et non les petits agriculteurs et éleveurs

Les petits agriculteurs et les pastoralistes n’ont rien à perdre d’une réduction de la consommation globale de viande et de produits laitiers. Dans la plupart des pays du Sud – où viande et produits laitiers sont consommés à des niveaux soutenables – les animaux sont dans l’ensemble élevés par 630 millions de petits agriculteurs qui pratiquent une agriculture mixte, peu polluante, et par 200 millions d’éleveurs qui font souvent paître leurs bêtes dans des zones inadaptées à la culture.¹³ Non

12. FAO, *Food Waste Footprint & Climate Change [Empreintes du gaspillage alimentaire]*, Rome, 2015, En anglais : <http://www.fao.org/3/a-bb144e.pdf>

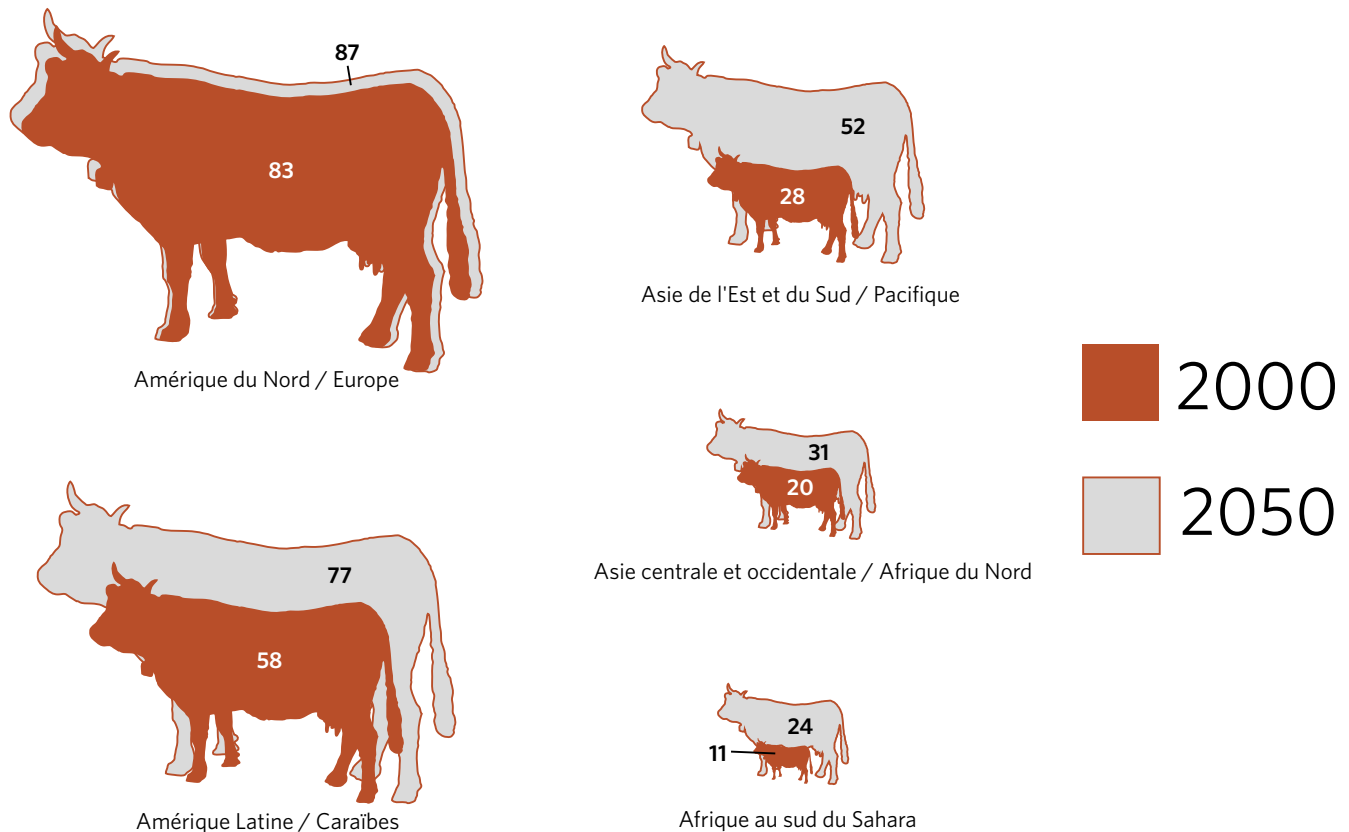
13. Groupe d’experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE), *Le développement agricole durable au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition: Quels rôles pour l’élevage?* http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-10_FR.pdf. Comité de la sécurité alimentaire mondiale, 2016, Tableau 2 page 92.

seulement ces systèmes de production et de consommation contribuent peu au changement climatique, mais la diversité des systèmes utilisés crée des synergies positives entre cultures et animaux (ex. le recyclage des déchets animaux et des résidus de cultures) et permet un usage « multifonctionnel » de l’élevage (traction, énergie, travail, cuir et cash). La production animale à petite échelle améliore également la nutrition des familles, en leur donnant accès à une alimentation à base de produits animaux aussi bien que végétaux. Dans ce genre de systèmes, l’élevage est une part essentielle de la vie des gens, de la sécurité alimentaire et de la santé, et fait aussi partie intégrante des traditions culturelles et religieuses.

La production industrielle de viande et de produits laitiers s’inscrit aux antipodes de tout cela. Elle s’appuie sur une production hautement concentrée de viande bon marché et de surplus de lait en poudre, qui sont échangés comme produits agricoles sur le marché international. C’est cette production excédentaire qui sous-tend la croissance non durable de la consommation mondiale, et la montée spectaculaire des émissions de GES.

Les élevages intensifs sont le secteur de la production de viande et de lait qui croît le plus rapidement. Ils sont responsables de 80 pour cent de la croissance du secteur

Illustration 2. Prévisions de l'augmentation de la consommation de viande par région*
(Nombre de kilos par habitant)



*Comprend la viande de bœuf, le porc, la volaille et le mouton.

Adaptation de : IFPRI, « How many kilograms per person », *Insights*, Vol. 2, Issue 3, 2012, p. 23, <http://ebrary.ifpri.org/cdm/ref/collection/p15738coll2/id/127219>

de la viande et des produits laitiers au niveau mondial au cours des dernières années.¹⁴ L'élevage industriel s'est développé chaque année deux fois plus vite que les systèmes traditionnels d'agriculture mixte, et six fois plus vite que la production basée sur la pâture. Ceci est particulièrement vrai pour les porcs et la volaille : les élevages intensifs représentent aujourd'hui 74 pour cent de la production totale de volaille dans le monde, 40 pour cent de la viande de porc et 68 pour cent de la production d'œufs.¹⁵

Une bonne partie des émissions de GES générées par l'élevage industriel est rejetée indirectement, via la production de fourrage. En 2010, près d'un tiers de toutes les céréales cultivées ont servi d'alimentation animale

et la FAO prédit que ce chiffre atteindra 50 pour cent d'ici 2050.¹⁶ Une augmentation du fourrage signifie plus de terres cultivées. Durant la première décennie du vingt-et-unième siècle, une superficie supplémentaire de 56 millions d'hectares a été cultivée pour le soja et le maïs destinés à l'alimentation animale ; les changements d'utilisation des terres et la déforestation liés à ce développement ont provoqué de larges rejets de dioxyde de carbone.¹⁷ De plus les cultures fourragères utilisent habituellement des engrais chimiques, une autre source importante d'émissions de gaz à effet de serre. En raison de l'expansion des élevages intensifs, la production et la transformation du fourrage pour les animaux compte aujourd'hui pour près de la moitié de toutes les émissions de gaz à effet de serre émanant de l'élevage et ce chiffre devrait encore augmenter.¹⁸

14. Worldwatch Institute, « Rising number of farm animals poses environmental and public health risks », <http://www.worldwatch.org/rising-number-farm-animals-poses-environmental-and-public-health-risks-0>

15. Jelle Bruinsma (ed.), « World agriculture: towards 2015/2030, an FAO perspective », FAO, 2003, p 166 [la version en français est abrégée] <http://www.fao.org/docrep/005/y4252e/y4252e00.htm>

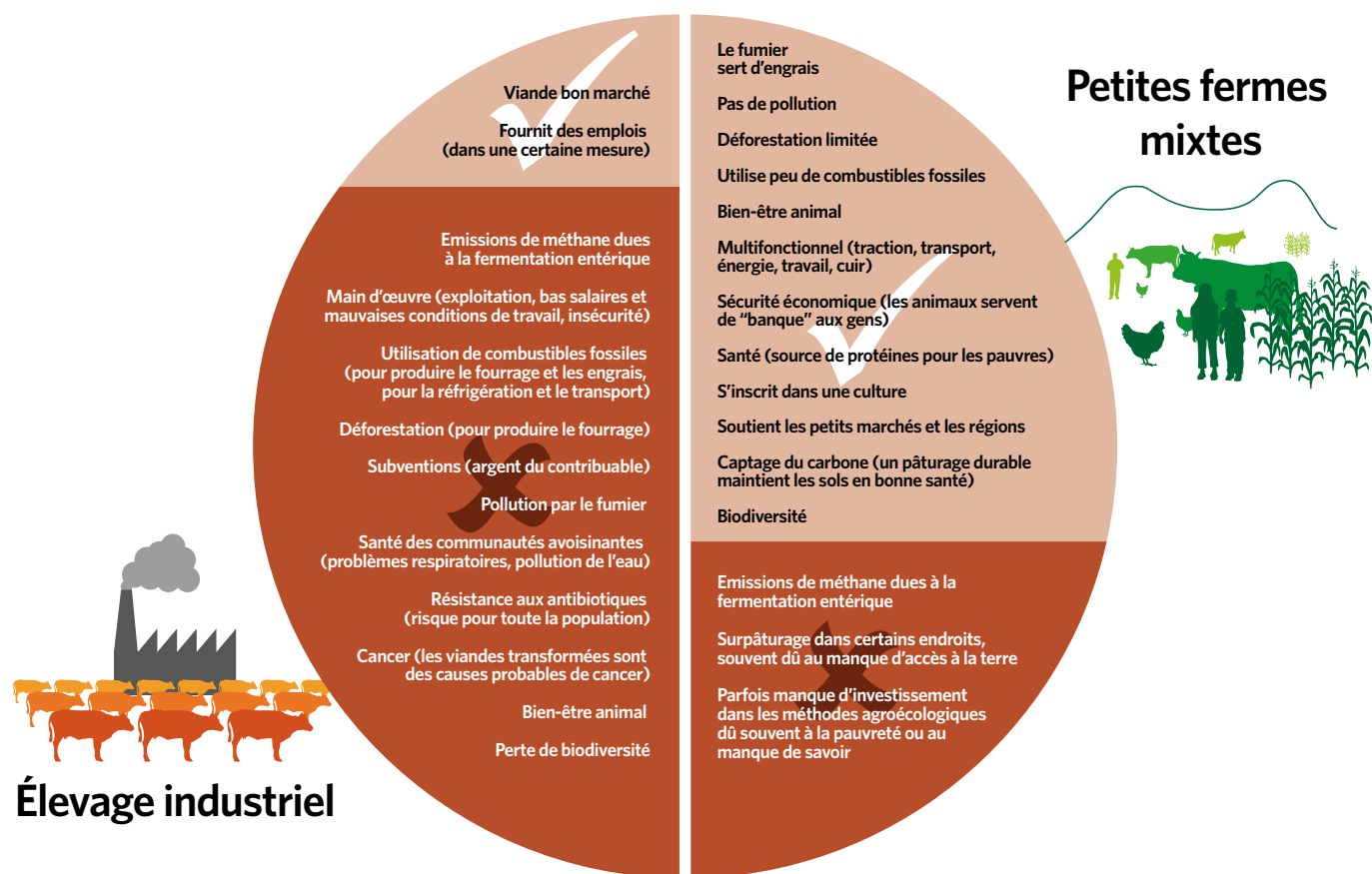
16. HLPE, 2016 *op.cit.* p 59

17. HLPE, 2016 *op.cit.* p 56

18. Gerber et al, *Lutter contre le changement climatique grâce à l'élevage*, *op.cit.*

Illustration 3. Bonne vache, mauvaise vache

Mise en contraste de deux systèmes : l’empreinte carbone des animaux issus d’élevages intensifs comparée à celle des animaux issus de petites fermes mixtes



Dans les élevages intensifs, une autre source majeure d’émissions de GES est le fumier. L’industrialisation de l’élevage implique une forte concentration, c’est-à-dire moins d’éleveurs et plus d’animaux par ferme. L’ampleur même des opérations transforme le fumier de l’engrais naturel qu’il était en un problème toxique. Aux États-Unis, où le processus est très avancé, moins d’un dixième des vaches laitières vivaient dans des fermes de plus de 1 000 bêtes au début des années 1990. En 2007, ce chiffre était passé à un tiers. La même année, les parcs d’engraissement d’une capacité de plus de 16 000 vaches à viande assuraient 60 pour cent du marketing du bétail engraisé aux États-Unis.¹⁹ Il se passe la même chose, voire pire, dans les secteurs de la volaille et du porc.

Selon la FAO, le stockage et la transformation du fumier sont responsables de 10 pour cent de toutes

les émissions de gaz à effet de serre émanant de l’élevage au niveau mondial.²⁰ Une grande partie provient de ces installations d’élevage intensif qu’on appelle des « CAFO ». Le fumier déposé par les animaux dans les pâturages produit entre six et neuf fois moins d’ammoniac volatilisé que le fumier en provenance des CAFO étalé en surface.²¹ Alex Turner, un chercheur à l’Université de Harvard qui étudie les lagunes de déchets animaux, a constaté que celles-ci émettent environ 35 fois plus de méthane que du fumier laissé dans les champs.²² Aux États-Unis, entre 1990 et 2012, l’énorme expansion de l’élevage intensif et des lagunes de déchets a provoqué une augmentation de plus de deux

19. James M. MacDonald and William D. McBride, « The transformation of US livestock agriculture: scale, efficiency, and risks », Washington DC: USDA, janvier 2009, https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/eib43/10992_eib43.pdf?v=41055

20. Gerber et al, *Lutter contre le changement climatique grâce à l’élevage*, op.cit.

21. Union of Concerned Scientists, « CAFOs uncovered », Cambridge, avril 2008, http://www.ucsusa.org/food_and_agriculture/our-failing-food-system/industrial-agriculture/cafos-uncovered.html

22. Matt Smith, « Meat is murder — on the climate, anyway », Vice News, 4 mars 2016, <https://news.vice.com/article/meat-is-murder-on-the-climate-anyway>



Vaches traditionnelles au bord d'une route au Rwanda. Dans le monde, deux cent mille petits éleveurs font paître leurs bêtes dans des zones souvent inadaptées à la culture. (Photo : Adam Cohn)

tiers du total des émissions de méthane dû au fumier.²³

Enfin, un facteur climatique souvent ignoré mais néanmoins central, est la large dépendance du secteur de l'élevage vis-à-vis des combustibles fossiles. Selon la FAO, 20 pour cent des émissions provenant de la production de viande et de lait sont imputables à l'usage des combustibles fossiles.²⁴ La majorité vient de l'élevage intensif avec ses besoins en alimentation et les engrais nécessaires à la production de cette alimentation. Une partie des émissions s'explique aussi par le fait que les systèmes de distribution et de négoce sur lesquels s'appuie l'élevage industriel nécessitent électricité, chauffage, transport et réfrigération.

Le lobby de la viande sape la lutte pour le climat

L'élevage industriel – et notre appétit de viande et de produits laitiers – ne sont pas seulement mortels pour le climat, mais ils provoquent toute une série d'autres problèmes environnementaux et sociaux. Les scientifiques

sonnent l'alarme depuis maintenant au moins dix ans. Mais les efforts pour s'attaquer au problème se heurtent invariablement à la résistance agressive des entreprises de viande et de lait ; ce sont elles qui ont effectivement le plus à perdre des actions mises en place pour réduire la consommation ou des restrictions imposées à l'élevage intensif.

« Je me suis pris plusieurs fois une volée de bois vert pour avoir suggéré qu'on devrait manger moins de viande », explique Rajendra Pachauri, président du Groupe d'experts environnemental sur l'évolution du climat [GIEC] de 2002 à 2015. « On a tenté à plusieurs reprises de me discréditer ».²⁵

La FAO a été violemment critiquée par l'industrie de la viande après avoir publié en 2006 un rapport attribuant 18 pour cent du total des émissions de GES à l'élevage. « Vous ne pouvez pas imaginer les attaques que nous avons subies, » rappelle Samuel Jutzi, directeur du département Production et Santé animale à la FAO.²⁶ La FAO a rapidement cédé sous la pression et accepté d'établir un partenariat avec les principaux groupes

23. Environmental Protection Agency, « Inventory of US Greenhouse Gas Emissions and Sinks 1990-2012 », Washington DC, 2014, Ch 2-18, <https://www3.epa.gov/climatechange/Downloads/ghgemissions/US-GHG-Inventory-2014-Main-Text.pdf>

24. Gerber et al, *Lutter contre le changement climatique grâce à l'élevage*, op.cit.

25. Robert Goodland Memorial Lecture, World Bank, 6 mai 2014, <https://www.youtube.com/watch?v=R46jPB4a3CO>

26. Juliette Jowett, « Corporate lobbying is blocking food reforms, senior UN official warns, » 22 septembre 2016, *The Guardian*, 2016, <https://www.theguardian.com/environment/2010/sep/22/food-firms-lobbying-samuel-jutzi>

Encadré 2. Les dix plus grandes entreprises de bœuf, de produits laitiers, de porc et de volaille

Les dix plus gros producteurs de bœuf mondiaux (2014)

Entreprise	Pays	Ventes de bœuf (en millions de dollars US)
JBS	Brésil	31 654
Tyson	États-Unis	15 407
Cargill	États-Unis	11 200 (a)
National Beef	États-Unis	7 800
Bigard Group	France	5 484 (b)
Marfrig	Brésil	3 956
Minerva	Brésil	3 042
ABP Food	Irlande	2 400 (c)
NH Foods Ltd	Japon	2 266
VION	Pays-Bas	2 243

Compilation de GRAIN à partir de documents d'entreprise et d'autres sources. Remarques: (a) Ventes aux États-Unis seulement, 2012 (b) Ventes de bœuf, porc et veau, le bœuf comptant pour 51 pour cent du poids (c) Inclut les revenus de la production d'aliments pour animaux de compagnie et le recyclage de l'huile végétale.

Les dix plus gros producteurs laitier mondiaux (2015)

Entreprise	Pays	Ventes de produits laitiers (en millions de dollars US)
Lactalis Group	France	19 957
Nestlé SA	Suisse	15 234
Danone Group	France	11 800
Royal FrieslandCampina	Pays-Bas	12 022
Arla Foods Amba	Danemark	10 992
Inner Mongolia Yili Industrial Group	Chine	9 614
China Mengniu Dairy Co Ltd	Chine	7 800
Unilever Group	R.U./ Pays-Bas	5 000 (a)
Yakult Honsha Co Ltd	Japon	3 485
Bel Group	France	3 094

Compilation de GRAIN à partir de documents d'entreprises. Remarque : (a) L'estimation de GRAIN est basée sur le classement d'Euromonitor International et le total des ventes alimentaires d'Unilever (27 049 dollars).

Les dix plus gros producteurs de porc mondiaux (2014)

Entreprise	Pays	Nombre de truies
WH Group	Chine	1 111 000
CP Group	Thaïlande	544 000
Wen's Food Group	Chine	500 000
Triumph Foods	États-Unis	408 000
BRF	Brésil	380 000
NongHyup Agribusiness	Corée du Sud	280 000
Cooperl Arc Atlantique	France	250 000
The Maschhoffs	États-Unis	218 000
Seaboard Corp.	États-Unis	217 000
VallCompanysGrupo	Espagne	195 000

Source : WATT Global Media & Pig International, « World's top 10 pig producers », 18 novembre 2015, <http://www.wattagnet.com/articles/25011-infographic-worlds-top-10-pig-producers>

Les plus gros producteurs de volaille mondiaux (2014)

Entreprise	Pays	Nombre de bêtes abattues par an (en millions)
JBS S.A.	Brésil	3 380
Tyson Foods Inc.	États-Unis	2 310
BRF	Brésil	1 664
CP Group	Thaïlande	939
Wen's Food Group	Chine	714
IndustriasBachoco	Mexique	702
New Hope Group	Chine	700
Perdue Farms	États-Unis	654
Koch Foods Inc.	États-Unis	624
Unifrango Agroindustrial	Brésil	520
Arab Company for Livestock Development	Arabie Saoudite	500

Source : WATT Global Media, « Strong market outlook for world's poultry producers », Poultry International, novembre 2015.

de pression de l'industrie de la viande pour réévaluer ensemble les émissions émanant de l'élevage.²⁷ Le comité de pilotage, tout comme les groupes de conseil technique du partenariat, sont dominés par les représentants des entreprises de viande, leurs groupes de pression et des scientifiques financés par les entreprises de viande et de produits laitiers.

Suite à ce partenariat avec l'industrie, la FAO a modifié sa façon d'évaluer les choses et a adopté une vision plus étroite de l'« intensité d'émission », selon laquelle les émissions de GES sont examinées par unité de production (par kilo de viande, par litre de lait ou par unité de protéine). Quand on mesure de cette façon, les animaux élevés de manière intensive pour un rendement maximum de viande ou de lait - par quelques millions d'agriculteurs, principalement aux États-Unis, en Europe, au Brésil, en Nouvelle-Zélande et dans quelques autres pays riches - ont une « intensité d'émission » moindre que les animaux des agriculteurs pauvres qui sont élevés pour de nombreux usages sans accès à l'alimentation riche en protéines, aux antibiotiques, aux accélérateurs de croissance et aux hormones dont dispose l'élevage industriel intensif. Et c'est ainsi que les agriculteurs pauvres sont considérés comme souffrant d'un « écart d'intensité d'émission » et doivent être poussés vers une soi-disant « intensification durable » ou plus généralement, vers une « agriculture intelligente face au climat ».²⁸

En ce qui concerne le bétail, le biais en faveur de l'industrialisation est encore renforcé par le fait que les scientifiques et les décideurs omettent souvent dans leurs calculs de prendre en compte la capacité de stockage de carbone des prairies naturelles. Ainsi dans son rapport de 2013 sur l'élevage et le climat, la FAO admet ne pas pouvoir estimer les changements dans les stocks de carbone des sols dans les prairies permanentes « en raison de l'absence de données et de modèles au niveau mondial ».²⁹ Cependant, cette admission souligne le fait que la capacité de prairies bien gérées à absorber le carbone de l'atmosphère peut être significative, notamment sous les tropiques où les pâturages permanents sont courants et la séquestration du carbone importante.

Les prairies couvrent actuellement un quart de la superficie de la planète et constituent les deux tiers de nos terres agricoles. Les implications sont donc énormes,

en particulier quand on considère les conséquences écologiques et climatiques du labourage de ces prairies pour y cultiver des plantes fourragères pour l'élevage industriel. Entre 2009 et 2015, rien qu'aux États-Unis, 21 millions d'hectares de prairies ont été convertis en terres de culture, destinées en grande partie à alimenter l'élevage industriel, et ont rejeté autant de carbone dans l'atmosphère que ne l'auraient fait 670 millions de nouveaux véhicules sur les routes!³⁰

Plus généralement, le problème avec ce modèle de calcul d'« intensité d'émission » que prônent désormais l'industrie de la viande et l'industrie laitière comme base des politiques nationales, c'est qu'il passe complètement à côté du lien entre systèmes de production et systèmes de consommation. Ce modèle ignore aussi les nombreux bénéfices environnementaux, sociaux, les avantages pour la santé et le bien-être des animaux offerts par l'agriculture mixte à petite échelle et le pastoralisme (Voir Illustration 3. Bonne vache, mauvaise vache). Il favorise des ajustements minimes du statu quo plutôt que le changement radical de cap indispensable qui voudrait qu'on abandonne de toute urgence la viande et les produits laitiers industriels. Dernier point, ce modèle est injuste en ce sens qu'il oblige les petits éleveurs des pays pauvres à se charger de la réduction des émissions, alors qu'ils ne sont pas responsables de la crise climatique.

Il est temps d'agir !

Si nous voulons avoir un impact appréciable sur le changement climatique, nous devons être convaincus que la viande et les produits laitiers industriels sont le véritable problème. C'est certes une bonne chose, et c'est important, de soutenir les petits producteurs et les pastoralistes pour les aider à adopter des méthodes plus durables quand il le faut, mais le premier objectif est de faire marche arrière et d'inverser la tendance à la croissance des systèmes industriels de production de viande et de lait. Le mouvement visant à réduire la consommation de viande et de produits laitiers doit être dirigé directement contre les grands coupables : l'Amérique du Nord et l'Europe, plus quelques pays d'Amérique latine comme le Brésil. Dans ces régions, quelques gouvernements commencent à suivre le mouvement et à prendre des mesures pour encourager leur population à manger moins de viande ; c'est le cas de la Chine, le pays où l'expansion de la consommation de viande est la plus rapide (voir encadré 3. Mesures déjà prises par certains gouvernements).

30. World Wildlife Fund, « Plowprint Report », 2016, <https://www.worldwildlife.org/projects/plowprint-report>

27. Livestock Environmental Assessment and Performance (LEAP) Partnership.

28. Gerber et al, *Lutter contre le changement climatique grâce à l'élevage*, op.cit.

29. Gerber et al, *Lutter contre le changement climatique grâce à l'élevage*, page 44.

Encadré 3. Mesures déjà prises par certains gouvernements

BRAVO

Danemark : En mai 2016, Le conseil danois de l'Éthique a demandé une taxe nationale sur la viande rouge.³¹

Suède : En 2013, le Bureau de l'Agriculture suédois a proposé qu'une taxe différenciée sur la viande (la viande qui produit le plus d'émissions de GES devant être taxée davantage que les viandes qui en produisent moins) soit mise en place au niveau européen.³²

Chine : En juin 2016, Pékin a annoncé une nouvelle mesure audacieuse visant à réduire la consommation actuelle de viande de 50 pour cent (à 40 grammes par jour) par le biais de nouvelles recommandations alimentaires nationales.

Californie : En août 2016, l'État de Californie, qui produit 20 pour cent du lait américain, a mis en œuvre une loi imposant aux fermes laitières de réduire leurs émissions de GES de 40 pour cent d'ici 2030. L'objectif est audacieux, mais il est à craindre que cela n'entraîne une plus forte concentration des quelques grandes fermes qui peuvent se permettre d'installer des méthaniseurs.

Irlande : En octobre 2016, les autorités irlandaises ont publié une première étude sur l'empreinte carbone de l'alimentation du citoyen lambda irlandais.³³ La viande rouge représente 40 pour cent de toutes les émissions liées à l'alimentation. Le gouvernement pourrait envisager d'incorporer les questions climatiques dans les recommandations alimentaires nationales.

Pays-Bas : En 2016, le Conseil néerlandais de Nutrition a recommandé aux citoyens hollandais de réduire leur consommation de viande rouge à 300 grammes par semaine à cause de « l'énorme impact de l'élevage industriel sur l'environnement ».³⁴

PEUT FAIRE MIEUX

Conseil nordique : En 2012, le Conseil nordique a émis des recommandations alimentaires appelant à limiter la consommation des viandes transformées et de viande rouge, et à remplacer les viandes grasses par des viandes maigres.

Suède : L'Agence nationale de l'Alimentation recommande que les Suédois mangent moins de viande et consomment davantage d'aliments à base de plantes à la place, dans l'intérêt de l'environnement.³⁵ Elle suggère spécifiquement de manger végétarien une ou deux fois par semaine.

Finlande : En 2014, la Finlande a adopté des recommandations alimentaires invitant à réduire la consommation de viande rouge à moins de 500 grammes par semaine, dans l'intérêt du « développement durable », et pas seulement pour la santé.

UE : La « Feuille de route 2050 » de l'UE indique que les émissions de GES provenant de l'agriculture atteindront le tiers de toutes les émissions de l'UE d'ici 2050. Les actions proposées comprennent : la réduction des émissions provoquées par les engrais, le fumier et l'élevage ; l'augmentation du stockage de CO2 dans les sols et la recommandation pour les citoyens de consommer des produits locaux, des aliments de saison, de manger plus de légumes et de réduire en particulier leur consommation de bœuf.

31. Etiskraad, « Climate-damaging foods », Copenhague, 2016, <http://www.etiskraad.dk/~media/Etisk-Raad/en/Publications/Climate-damaging-foods-2016.pdf>

32. Jordbruksverket, « Hållbarköttkonsumtion Vadärdet? Hurnår vi dit? », 2013, <http://www.jordbruksverket.se/download/18.5df17f1c13c13e5bc4f800039403/En+h%C3%A5llbar+k%C3%B6ttkonsumtion.pdf>

33. Eilish O'Regan, « Red meat top source of gas emissions in our diet », *Irish Independent*, 24 octobre 2016, <http://www.independent.ie/irish-news/health/red-meat-top-source-of-gas-emissions-in-our-diet-35155449.html>

34. Leon Kaye, « Cut out most of the meat, say new Netherlands dietary guidelines », *Triple Pundit*, mars 2016, <http://www.triplepundit.com/2016/03/cut-meat-say-new-netherlands-dietary-guidelines/>

35. National Food Agency, Stockholm, <http://www.livsmedelsverket.se/en/food-habits-health-and-environment/food-and-environment/>

MAUVAISE NOTE

Allemagne : En mai 2016, la version préliminaire du plan prévu par le ministère de l'Environnement allemand pour atteindre les objectifs des Accords de Paris a fuité. Elle proposait de réduire la consommation de viande du pays de 50 pour cent d'ici 2030, et qualifiait la réduction des animaux d'élevage de « cruciale pour la protection du climat ». Elle proposait aussi de faire baisser les émissions de GES provenant de l'agriculture allemande de 72 millions de tonnes en 2015 à 55-60 millions de tonnes en 2030, ce qui permettrait en même temps de préserver prairies et pâturages, et d'arriver à ce que la superficie de toutes les terres utilisant une agriculture respectueuse de l'environnement atteigne 20 pour cent. Après un lobbying intense et beaucoup de débats, le plan final, publié en novembre 2016, a été expurgé. Il n'appelle plus les Allemands à réduire leur consommation de viande et ne fixe aucun objectif de réduction des émissions de GES dans le secteur agricole.

États-Unis : Les États-Unis ont revu leurs recommandations alimentaires nationales en 2015. Au lieu de demander aux gens de réduire leur consommation de viande, celles-ci recommandent de manger des viandes maigres. Ce résultat a été attribué au lobbying « très intense » de l'industrie américaine de l'élevage qui a réussi à empêcher qu'on fasse le lien entre élevage et climat dans le débat, et à prévenir tout changement dans les habitudes alimentaires.³⁶

Brésil : En 2014, le Brésil a revu ses recommandations alimentaires nationales. Celles-ci ne déconseillent pas la consommation de viande ni de produits laitiers, mais seulement la consommation de produits animaux transformés.³⁷

Une première mesure commune à toutes les initiatives est de réviser les recommandations alimentaires pour appeler officiellement à réduire la consommation de viande, tout du moins de viande rouge. Cette étape se heurte quelquefois à un véritable barrage de la part de l'industrie. L'industrie américaine de la viande a ainsi dépensé récemment 3 millions de dollars pour faire pression sur le gouvernement américain et l'empêcher de mettre en place des recommandations alimentaires conseillant de réduire la consommation de viande.³⁸ Ces recommandations auraient signifié que les écoles, les hôpitaux, les prisons, les organismes publics allaient réduire leurs achats de viande rouge, notamment suite au déploiement des campagnes éducatives et des

nouveaux étiquetages prévus pour soutenir la mise en application.

Certains gouvernements envisagent une série de mesures fiscales pouvant être déployées pour augmenter le prix de la viande et des produits laitiers de manière responsable et décourager la consommation, comme ils le font avec le sucre, les graisses, les sodas et le tabac. Une des mesures consiste à éliminer la TVA réduite sur la viande qui est utilisée dans beaucoup de pays pour maintenir artificiellement la viande à des prix bon marché. Une autre est d'imposer une taxe sur la viande, en particulier sur le bœuf. L'idée est controversée, car certains craignent qu'elle n'affecte de manière disproportionnée les bas revenus. Le risque est également que cette taxe pourrait pousser les gens à consommer du porc et du poulet industriels, plutôt que du bœuf, ce qui pourrait minimiser les conséquences climatiques mais provoquerait d'autres problèmes environnementaux et sanitaires.

On cherche donc à concevoir une taxe socialement positive, par exemple une taxe différenciée touchant uniquement la viande *industrielle* ou une taxe couplée avec des subventions ou d'autres moyens de redistribution des revenus, afin de rendre disponible et abordable la viande produite localement et durablement, notamment dans les communautés où les revenus sont bas. Les difficiles débats sur la taxe carbone montrent que ces discussions doivent relever d'un processus participatif pour être équitables et efficaces.

36. Tara Garnett et al, « Policies and actions to shift eating patterns: What works? », London: Chatham House, 2015, http://www.fcrn.org.uk/sites/default/files/fcrn_chatham_house_0.pdf

37. Ministry of Health of Brazil, « Dietary guidelines for the Brazilian population », 2014, <http://www.foodpolitics.com/wp-content/uploads/Brazilian-Dietary-Guidelines-2014.pdf>

38. Voir : Center for Science in the Public Interest, « Congressional catering: how Big Food and agricultural special interests wield influence in Congress and undermine public health », juin 2015, <https://cspinet.org/resource/congressional-catering-report-et-Democracy-Now>, « Health or lobbying? Experts say US gov't caves to meat industry in new dietary guidelines », New York, 14 janvier 2016, https://www.democracynow.org/2016/1/14/health_or_lobbying_experts_say_us



Jeune éleveur en train de traire une vache en Éthiopie. Les pastoralistes contribuent peu au changement climatique et leurs animaux ont de nombreux usages et avantages. (Photo : Dietmar Temps)

Il nous faut également chercher les causes profondes de la surconsommation de viande et de produits laitiers industriels bon marché. Ce qui veut dire s'attaquer aux énormes subventions qui sont derrière cette industrie. En 2013, les pays de l'OCDE ont distribué 53 milliards de dollars aux éleveurs et l'UE a versé 731 millions de dollars à la seule industrie du bétail.³⁹ La même année, le ministre de l'Agriculture des États-Unis a versé plus de 500 millions de dollars à 62 producteurs (Tyson Foods a été le mieux servi) afin d'assurer que les cantines scolaires aient accès à la viande et aux produits laitiers ; les producteurs de fruits et légumes n'ont eu droit, par contre, qu'à une fraction de ces subsides.⁴⁰

De fait, près de deux tiers de toutes les subventions agricoles aux États-Unis vont à la viande et aux produits laitiers.⁴¹ Au lieu de continuer à soutenir l'agrobusiness, il serait sage d'aider les agriculteurs à réduire l'échelle de leurs activités et à adopter des méthodes de production animale agroécologiques, ce qui s'inscrirait dans

39. Rob Bailey et al, « Livestock – climate change's forgotten sector », Londres : Chatham House, décembre 2014, <https://www.chathamhouse.org/publication/livestock-climate-change-forgotten-sector-global-public-opinion-meat-and-dairy>

40. Physicians Committee for Responsible Medicine, « Who's making money from overweight kids? », été 2015, <http://www.pcrm.org/sites/default/files/pdfs/Who%27s-Making-Money-from-Overweight-Kids.pdf>

41. Physicians Committee for Responsible Medicine, cité dans : « UN advises countries to tax meat industry and cut government subsidies to reduce consumption », 14 août 2016, <http://www.riseofthevegan.com/blog/tax-meat-production-and-cut-government-subsidies-to-reduce-consumption>

une réorientation générale de la finance publique et de la politique alimentaire.

Enfin, en termes de commerce et de marketing, nous devons de toute urgence contrecarrer le développement mondial des « chaînes de valeurs » de la viande et des produits laitiers qui est entériné dans les grands accords entre les principaux blocs commerciaux (voir Encadré 4. Les accords commerciaux exacerbent l'expansion de la viande et des produits laitiers industriels). Ces accords soutiennent la production et la consommation de manière artificielle, en promouvant le dumping de la viande et des produits laitiers bon marché dans les économies des pays pauvres. Cette politique non seulement tue les moyens de subsistance locaux, mais aussi notre climat. Il faut en prendre conscience et réorienter les investissements et les mesures de soutien vers les marchés locaux, régionaux et nationaux d'animaux issus d'élevages en mode durable.

Nous ne pourrions résoudre la crise climatique qu'en prenant de véritables mesures en faveur de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire. Cela contribuerait à stabiliser notre climat ; l'alimentation des populations s'en trouverait meilleure et plus saine et les animaux seraient traités plus humainement. Le passage de la production industrielle à l'agroécologie permettrait aux paysans, aux pastoralistes et aux éleveurs de réintroduire le carbone dans les sols maltraités et d'améliorer la production alimentaire à long terme. Cela aiderait aussi les éleveurs à s'adapter au changement climatique. Pour y parvenir, nous avons besoin de mesures de dissuasion audacieuses pour en finir avec la production et la consommation de viande et de produits laitiers industriels bon marché. Nous devons aussi mettre fin

à ces accords commerciaux qui servent de support au marché gigantesque de la viande et des produits laitiers au niveau international et soutenir à la place la production et les marchés de viande et de lait à petite échelle, locaux et agroécologiques.

Ainsi l'élevage pourra retrouver sa place dans des systèmes agricoles diversifiés, tandis que la viande et

les produits laitiers reprendront leur vraie place dans l'alimentation des gens. Cette démarche est indispensable pour assurer un monde vivable aux générations futures. La tâche est titanesque, mais les enjeux n'ont jamais été si cruciaux.

Encadré 4. Les accords commerciaux exacerbent l'expansion de la viande et des produits laitiers industriels

• **En forçant la baisse des tarifs dans les derniers marchés « protégés ».** Ceci constitue une vraie menace dans les pays où des tarifs sont encore en place pour protéger les petits producteurs locaux de la concurrence étrangère, ou dans les pays où les producteurs bénéficient de subventions ou d'autres mécanismes qui faussent les prix. C'est notamment le cas de pays comme l'Inde, qui est maintenant confrontée à un nouvel accord commercial, le Partenariat économique global régional (RCEP). Le RECP aura des conséquences importantes sur le secteur de la viande et des produits laitiers en Inde, en forçant l'ouverture aux importations australiennes et néo-zélandaises. Mais les tarifs sont aussi un point de contention dans les pays à haut revenu qui sont en train de négocier le Partenariat transatlantique (TTIP), qui vise à faire rentrer dans l'UE plus d'importations de bœuf en provenance des États-Unis. Le problème des tarifs concerne aussi les pays impliqués dans l'Accord de partenariat transpacifique (TPP), dans lequel l'accès des grandes entreprises américaines aux consommateurs de viande et de produits laitiers au Japon, au Canada et au Mexique en particulier, était un point essentiel pour les négociateurs américains.

• **En rendant illégales les préférences locales.** Accorder la préférence aux fournisseurs ou aux produits locaux devient tout bonnement illégal avec les accords en attente comme le TTIP ou le TPP. « Choisir local » est au cœur même des stratégies de bon sens qui veulent inverser le changement climatique en s'attaquant aux manières dont nous produisons, distribuons et accédons à l'alimentation. Et pourtant, ce choix devient impossible dans le cadre des accords commerciaux actuels et peut entraîner des sanctions sévères.

• **En imposant une harmonisation réglementaire entre les signataires des accords commerciaux afin d'ouvrir encore plus largement les marchés,** et en soumettant cette ouverture aux clauses de « statu quo » (standstill) et de « cliquet » (ratchet). La clause de standstill gèle le niveau de réglementation d'un pays dans des secteurs particuliers quand le pays signe l'accord. Cela signifie qu'il ne peut plus « dé » réguler, en d'autres termes il ne peut pas adopter de réglementations nouvelles ou supplémentaires [plus strictes] s'il l'estime nécessaire. Avec la clause de cliquet, une fois qu'un pays a pris des mesures pour libéraliser et ouvrir son marché, il ne peut plus jamais faire marche arrière. Ainsi une mesure prise par le gouvernement en place, par exemple ouvrir le pays aux importations de viande industrielle, ne peut pas être inversée par une nouvelle administration accédant au pouvoir, ce qui veut dire que tous les processus démocratiques de lutte pour le climat se trouvent vidés de leur substance.

• **En soumettant les réglementations environnementales au mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS ou RDIE en français).** Si un pays signe un investissement contenant une clause RDIE, une entreprise étrangère peut poursuivre le gouvernement en justice si celui-ci adopte une mesure d'intérêt public qui pourrait affecter négativement les bénéfices escomptés de l'entreprise. Ainsi, si un gouvernement augmente les taxes sur la consommation de viande, cette mesure peut être remise en cause par l'industrie de la viande dans le cadre d'une clause RDIE. On a constaté que la simple menace de cette possibilité, qui peut entraîner des dommages et intérêts s'élevant généralement à des centaines de millions de dollars, décourage les décideurs de prendre des mesures environnementales ou sociales.



GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des petits agriculteurs et des mouvements sociaux en faveur de systèmes alimentaires sous le contrôle des communautés et basés sur la biodiversité. GRAIN publie plusieurs rapports chaque année. Il s'agit de documents de recherche détaillés qui fournissent des informations générales et des analyses approfondies sur un sujet donné. GRAIN tient à remercier les différents amis et collègues qui ont commenté ce rapport ou contribué à sa mise en forme.

On pourra trouver la collection complète des rapports de GRAIN sur notre site web:
<https://www.grain.org/fr/article/categories/14-reports>

GRAIN
Girona 25 pral., 08010 Barcelone, Espagne
Tél: +34 93 301 1381, Fax: +34 93 301 16 27
Email: grain@grain.org
www.grain.org